



RETOURNER LES SOUMISSIONS AU :

Module de réception des soumissions de l'Agence
Parcs Canada

Service national de passation de marchés
Télécopieur de soumission : 1-866-246-6893
Courriel de soumission :

soumissionsouest-bidswest@canada.ca

Ceci est la seule adresse électronique acceptable
pour les réponses aux demande de soumissions.
Les soumissions soumises par courrier
électronique directement à l'autorité contractante
ou à toute autre adresse électronique ne seront
pas acceptées.

La taille des fichiers est limitée à 15 mégaoctets
par message dans le système de courriel de
l'Agence Parks Canada (APC). Les courriels
contenant des liens vers les documents de
soumissions ne seront pas acceptés.

DEMANDE DE PROPOSITION

Proposition à : l'Agence Parcs Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa
Majesté le Roi du chef du Canada, aux conditions
énoncées ou incluses par référence dans la
présente et aux annexes ci-jointes, les biens,
services et travaux de construction énumérés ici
et sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix
indiqué(s).

Commentaires :

Bureau de distribution :

Agence Parcs Canada
Service national de passation de marchés
Calgary, AB

Titre : Services Archéologiques – Tulita, TNO	
N° de l'invitation : 5P420-24-0018/A	Date : 21 juin 2024
N° de référence du client : s/o	
N° de référence de SEAG : s/o	

L'invitation prend fin : À : 14:00 Le : 16 juillet 2024	Fuseau horaire : HAR
--	---------------------------------------

F.A.B.: Usine : <input type="checkbox"/> Destination : <input checked="" type="checkbox"/> Autre : <input type="checkbox"/>	
Adresser toute demande de renseignements à : Daniel Nguyen	
N° de téléphone : 403-836-2352	N° de télécopieur : 1-866-246-6893
Courriel : daniel.nguyen@pc.gc.ca	
Destination des biens, services et travaux de construction : Tulita, TNO	

À REMPLIR PAR LE SOUMISSIONNAIRE

Nom du fournisseur/ de l'entrepreneur :	
Adresse :	
N° de téléphone :	Courriel :
Nom de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) :	
Signature :	Date :

N° de l'invitation :
5P420-24-0018/A

N° de la modification :
00

Autorité contractante :
Daniel Nguyen

N° de référence du client :
s/o

Titre :
Services Archéologiques – Tulita, TNO

AVIS IMPORTANT AUX SOUMISSIONNAIRES

LES SOUMISSIONS REÇUES PAR FAX ET PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE SERONT ACCEPTÉES COMME OFFICIELLES.

LES SOUMISSIONS REÇUES EN PERSONNE OU PAR COURRIER NE SERONT PAS ACCEPTÉES.

La seule adresse électronique acceptable pour les réponses aux demandes de soumissions est soumissionsouest-bidswest@canada.ca. Les soumissions soumises par courrier électronique directement à l'autorité contractante ou à une adresse électronique autre que soumissionsouest-bidswest@canada.ca ne seront pas acceptées.

La seule transmission par télécopieur acceptable pour les réponses aux demandes de soumissions est le 1-866-246-6893.

La taille maximale du fichier de courrier électronique que Parcs Canada est en mesure de recevoir est de 15 mégaoctets. Le soumissionnaire est responsable de toute erreur attribuable à la transmission ou à la réception de la soumission envoyée par courriel en raison de la taille du fichier.

Le soumissionnaire doit être conscient de la taille du courriel dans son ensemble, et pas seulement des pièces jointes. Veuillez prendre en considération que certaines pièces jointes, lorsqu'elles sont envoyées, peuvent être redimensionnées pendant le transfert du courriel. Si la taille de l'e-mail est trop importante, le soumissionnaire doit envoyer l'offre dans plusieurs e-mails correctement étiquetés avec le numéro de la demande, le nom du projet, et indiquer combien de courriels sont inclus (ex. 1 de 2).

Les courriels contenant des liens vers les documents de demandes de soumissions ne seront pas acceptés. Les documents de demandes de soumissions doivent être envoyés sous forme de pièces jointes aux courriels.

Entente sur les revendications territoriales globales

Ce marché est assujéti aux ententes sur les revendications territoriales globales suivantes :

- Entente sur la revendication territoriale globale des Dénés et Métis du Sahtu (1994)

Exigences relatives à la sécurité

Des exigences relatives à la sécurité sont associées à ce besoin. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 1 – Renseignements généraux et la Partie 6 – Clauses du contrat subséquent.

Dépôt direct

Le gouvernement du Canada est passé du paiement par chèque au dépôt direct, un virement de fonds électronique dans votre compte bancaire. Pour recevoir le paiement, les nouveaux fournisseurs auxquels un contrat est attribué devront remplir un formulaire d'inscription au dépôt direct pour enregistrer leurs renseignements sur le dépôt direct auprès de Parcs Canada.

Des informations complémentaires sur cette initiative du gouvernement du Canada sont disponibles à : <http://www.depotdirect.gc.ca>

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	5
1.1. EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	5
1.2. ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	5
1.3. ENTENTE SUR LES REVENDICATIONS TERRITORIALES GLOBALES	5
1.4. COMPTE RENDU.....	5
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES	6
2.1. INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	6
2.2. PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS.....	6
2.3. DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION	7
2.4. LOIS APPLICABLES	7
2.5. PROCESSUS DE CONTESTATION DES OFFRES ET MÉCANISMES DE RECOURS	7
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	8
3.1. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	8
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	9
4.1. PROCÉDURES D'ÉVALUATION.....	9
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	11
5.1. ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION.....	11
5.2. ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	11
PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.....	13
6.1. EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	13
6.2. ENTENTE SUR LES REVENDICATIONS TERRITORIALES GLOBALES	13
6.3. ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	13
6.4. CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	13
6.5. DURÉE DU CONTRAT	14
6.6. RESPONSABLES.....	14
6.7. DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	15
6.8. PAIEMENT.....	15
6.9. INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION - DEMANDE DE PAIEMENT PROGRESSIF - DOCUMENTS À L'APPUI EXIGÉS	16
6.10. ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	16
6.11. LOIS APPLICABLES	16
6.12. ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	16
6.13. CLAUSES DU GUIDE DES CUA	17
6.14. EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	17
6.15. INSPECTION ET ACCEPTATION.....	17
ANNEXE A.....	18
ÉNONCÉ DES TRAVAUX	18
ANNEXE B.....	19
BASE DE PAIEMENT	19
ANNEXE C.....	21
PLAN DES AVANTAGES POUR LES AUTOCHTONES.....	21
ANNEXE D.....	23

N° de l'invitation :
5P420-24-0018/A

N° de la modification :
00

Autorité contractante :
Daniel Nguyen

N° de référence du client :
s/o

Titre :
Services Archéologiques – Tulita, TNO

ATTESTATION ET PREUVE DE CONFORMITÉ AUX EXIGENCES EN MATIÈRE DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL (SST).....	23
ANNEXE E DE LA PARTIE 4 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS	25
ÉVALUATION TECHNIQUE.....	25
ANNEXE F DE LA PARTIE 5 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS	30
ÉVALUATION DU PLAN PARTICIPATION AUTOCHTONES	30
ANNEXE G DE LA PARTIE 5 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS	41
FORMULAIRE – LISTE DE NOMS POUR LA VÉRIFICATION DE L'INTÉGRITÉ	41
ANNEXE H DE LA PARTIE 5 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS.....	42
ANCIEN FONCTIONNAIRE	42

N° de l'invitation :
5P420-24-0018/A

N° de la modification :
00

Autorité contractante :
Daniel Nguyen

N° de référence du client :
s/o

Titre :
Services Archéologiques – Tulita, TNO

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1. Exigences relatives à la sécurité

Les nouvelles demandes d'habilitation de sécurité du personnel nécessitent la prise des empreintes digitales des personnes aux de la vérification du casier judiciaire. Cette exigence concernant le processus de vérification du casier judiciaire n'a pas de répercussions sur la validité d'une habilitation de sécurité du personnel existante délivrée par le gouvernement du Canada. Les entrepreneurs qui ont besoin des habilitations de sécurité du personnel pour exécuter un contrat pour le gouvernement du Canada sont responsables de tous les coûts associés à l'obtention les habilitations de sécurité.

1.1.1. Avant l'attribution d'un contrat, les conditions suivantes doivent être respectées :

- (a) Les individus proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 6 – Clauses du contrat subséquent;
- (b) Le soumissionnaire doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;

1.1.2. On rappelle aux soumissionnaires d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'attribution du contrat, pour permettre au soumissionnaire retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion de l'autorité contractante.

1.2. Énoncé des travaux

The Work to be performed is detailed under **Article 6.3** of the resulting contract clauses.

1.3. Entente sur les revendications territoriales globales

Ce marché est assujetti aux ententes sur les revendications territoriales globales suivantes :

- Entente sur la revendication territoriale globale des Dénés et Métis du Sahtu (1994)

1.4. Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

N° de l'invitation :
5P420-24-0018/A

N° de la modification :
00

Autorité contractante :
Daniel Nguyen

N° de référence du client :
s/o

Titre :
Services Archéologiques – Tulita, TNO

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatscanada.canada.ca/fr/notre-processus-d-achat/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-cond) (<https://achatscanada.canada.ca/fr/notre-processus-d-achat/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-cond>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document **2003** (2023-06-08), Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Toutes les références au "ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux du Canada" doivent être supprimées et remplacées par "ministre de l'Environnement" aux fins de l'Agence Parcs Canada. Toutes les références au "ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux" doivent être supprimées et remplacées par "Agence Parcs Canada".

Paragraphe 2. intitulée Service Connexion de la Société canadienne des postes de l'article 08, Transmission par télécopieur ou par le service Connexion de la Société canadienne des postes (SCP) des instructions uniformisées **2003** incorporée par renvoi ci-dessus est supprimée en totalité.

2.2. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de l'Agence Parcs Canada (APC) au plus tard à la date et à l'heure indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

Les soumissions reçues en personne ou par courrier ne seront pas acceptées.

La seule transmission par télécopieur acceptable pour les réponses aux demandes de soumissions est le 1-866-246-6893.

La seule adresse électronique acceptable pour les réponses aux demandes de soumissions est soumissionsouest-bidswest@canada.ca.

La taille maximale du fichier de courrier électronique que Parcs Canada est en mesure de recevoir est de 15 mégaoctets. Le soumissionnaire est responsable de toute erreur attribuable à la transmission ou à la réception du soumission envoyée par courriel en raison de la taille du fichier.

Le soumissionnaire doit être conscient de la taille du courriel dans son ensemble, et pas seulement des pièces jointes. Veuillez prendre en considération que certaines pièces jointes, lorsqu'elles sont envoyées, peuvent être redimensionnées pendant le transfert du courriel. Si la taille de l'e-mail est trop importante, le soumissionnaire doit envoyer l'offre dans plusieurs e-mails correctement étiquetés avec le numéro de la demande, le nom du projet, et indiquer combien de courriels sont inclus (ex. 1 de 2).

Les courriels contenant des liens vers les documents de soumissions ne seront pas acceptés. Les documents de soumissions doivent être envoyés sous forme de pièces jointes aux courriels.

N° de l'invitation :
5P420-24-0018/A

N° de la modification :
00

Autorité contractante :
Daniel Nguyen

N° de référence du client :
s/o

Titre :
Services Archéologiques – Tulita, TNO

2.3. Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur Territoires du Nord-Ouest et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.5. Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

2.5.1. Les fournisseurs potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.

2.5.2. Le Canada invite les fournisseurs à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada [Achats et ventes](#), sous le titre « [Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours](#) », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :

- Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
- Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)

2.5.3. Les fournisseurs devraient savoir que des délais stricts sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les fournisseurs devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

N° de l'invitation :
5P420-24-0018/A

N° de la modification :
00

Autorité contractante :
Daniel Nguyen

N° de référence du client :
s/o

Titre :
Services Archéologiques – Tulita, TNO

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1. Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que la soumission soit présentée en sections distinctes comme suit :

Section I : Soumission technique
Section II : Plan de participation Autochtones
Section III : Soumission financière
Section IV : Attestations

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Plan de participation Autochtones

Dans le cadre de leur plan de participation Autochtones, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils proposent d'intégrer plan des avantages our les Autochtones dans l'exécution des travaux.

Section III : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec l'**annexe B**, Base de paiement.

3.1.1. Fluctuation du taux de change

Clause du *Guide des CCUA C3011T* (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

Section IV : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1. Procédures d'évaluation

- (a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- (b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1. Évaluation technique

4.1.1.1. Critères techniques obligatoires

4.1.1.2. Critères techniques obligatoires

Les soumissions techniques seront évaluées en fonction des critères d'évaluation techniques obligatoires à l'**Annex E de la Partie 4 de la demande de soumissions**.

4.1.1.3. Critères techniques cotés

Les soumissions techniques seront évaluées en fonction des critères d'évaluation techniques cotés à l'**Annex E de la Partie 4 de la demande de soumissions**.

4.1.2. Plan de participation Autochtones

Le plan de participation Autochtones sera évalué en fonction des critères à l'**Annexe F de la Partie 4 de la demande de soumissions**.

4.1.3. Évaluation financière

Clause du *Guide des CCUA A0220T* (2014-06-26), Évaluation du prix – soumission

4.1.4. Méthode de sélection – Note combinée la plus haute sur le plan des Technique (15%), Plan de participation Autochtones (15%) et du prix (70%)

4.1.4.1 Pour être déclarée recevable, une soumission doit :

- (a) respecter toutes les exigences de la demande de soumissions ;
- (b) satisfaire à tous les critères obligatoires ; et
- (c) obtenir le nombre minimal de 60 points exigés pour l'ensemble des critères d'évaluation techniques cotés. L'échelle de cotation compte 100 points.

4.1.4.2 Les soumissions qui ne répondent pas aux exigences a) ou b) ou c) ci-dessus seront déclarées non recevables.

4.1.4.3 La sélection sera faite en fonction du meilleur résultat global sur le plan du mérite technique et du plan de participation Autochtones et du prix. Une proportion de 15 % sera accordée au mérite technique et une proportion de 15 % aux participation Autochtones et une proportion de 70 % sera accordée au prix.

4.1.4.4 Afin de déterminer la note pour le mérite technique, la note technique globale de chaque soumission recevable sera calculée comme suit : le nombre total de points obtenus sera divisé par le nombre total de points pouvant être accordés, puis multiplié par 15 %.

N° de l'invitation :
5P420-24-0018/A

N° de la modification :
00

Autorité contractante :
Daniel Nguyen

N° de référence du client :
s/o

Titre :
Services Archéologiques – Tulita, TNO

- 4.1.4.5** Afin de déterminer la note de participation Autochtones, la note globale de chaque soumission recevable pour ces participation Autochtones sera calculée comme suit : le nombre total de points obtenus sera divisé par le nombre maximal de points pouvant être accordés, puis multiplié par 15 %.
- 4.1.4.6** Afin de déterminer la note pour le prix, chaque soumission recevable sera évaluée proportionnellement au prix évalué le plus bas et selon le ratio de 70 %
- 4.1.4.7** Pour chaque soumission recevable, la cotation du mérite technique et la cotation du de participation Autochtones et la cotation du prix seront ajoutées pour déterminer la note combinée.
- 4.1.4.8** La soumission recevable ayant obtenu le plus de points ou celle ayant le prix évalué le plus bas ne sera pas nécessairement choisie. La soumission recevable qui obtiendra la note combinée la plus élevée pour le mérite technique et les de participation Autochtones et le prix sera recommandée pour l'attribution du contrat.

Le tableau ci-dessous présente un exemple où trois soumissions sont recevables et où le choix de l'entrepreneur est déterminé en appliquant un ratio 15/15/70 aux avantages pour le mérite technique, les participation Autochtones et au prix, respectivement. Le nombre total de points pouvant être accordé est de 100 pour le mérite technique, 100 pour les avantages les Autochtones et le prix évalué le plus bas est de 45 000 \$ (45).

Méthode de sélection – Note combinée la plus haute sur le plan des Technique (15%), Plan de participation Autochtones (15%) et du prix (70%)

		Soumissionnaire 1	Soumissionnaire 2	Soumissionnaire 3
Note technique globale		95/100	89/100	92/100
Note globale pour les participation Autochtones		85/100	91/100	80/100
Prix évalué de la soumission		55 000,00 \$	50 000,00 \$	45 000,00 \$
Calculs	Note pour le mérite technique	$95/100 \times 20 = 14,25$	$89/100 \times 20 = 13,35$	$92/100 \times 20 = 13,80$
	Note pour le participation Autochtones	$85/100 \times 15 = 12,75$	$91/100 \times 15 = 13,65$	$80/100 \times 15 = 12,00$
	Note pour le prix	$45/55 \times 65 = 57,27$	$45/50 \times 65 = 63,00$	$45/45 \times 65 = 70,00$
Note combinée		84,27	90,00	95,80
Évaluation globale		3 ^e	2 ^e	1 ^{er}

N° de l'invitation :
5P420-24-0018/A

N° de la modification :
00

Autorité contractante :
Daniel Nguyen

N° de référence du client :
s/o

Titre :
Services Archéologiques – Tulita, TNO

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fautive, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1. Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1. Dispositions relatives à l'intégrité – déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Formulaires pour la conformité à l'intégrité des fournisseurs](https://www.canada.ca/fr/services-publics-approvisionnement/services/normes-surveillance/integrite-conformite-fournisseurs/formulaires.html) (<https://www.canada.ca/fr/services-publics-approvisionnement/services/normes-surveillance/integrite-conformite-fournisseurs/formulaires.html>), afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2. Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1. Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

Le soumissionnaire, quel que soit son statut en vertu de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html), doit fournir les renseignements demandés à l'**Annexe G de la Partie 5 de la demande de soumissions** avant l'attribution du contrat.

N° de l'invitation :
5P420-24-0018/A

N° de la modification :
00

Autorité contractante :
Daniel Nguyen

N° de référence du client :
s/o

Titre :
Services Archéologiques – Tulita, TNO

5.2.2. Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics.

Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, le soumissionnaire doit fournir les renseignements demandés à l'**Annexe H de la Partie 5 de la demande de soumissions** avant l'attribution du contrat.

5.2.3. Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

N° de l'invitation :
5P420-24-0018/A

N° de la modification :
00

Autorité contractante :
Daniel Nguyen

N° de référence du client :
s/o

Titre :
Services Archéologiques – Tulita, TNO

PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

6.1. Exigences relatives à la sécurité

6.1.1. Les exigences en matière de sécurité suivantes s'appliquent au marché et en font partie intégrante :

6.1.1.1 Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant ainsi que leurs sous-traitants qui doivent avoir accès à un ou plusieurs sites de travail sans escorte, ou ceux qui traitent avec des biens ou de l'information de nature délicate doivent TOUS détenir et maintenir un **STATUT DE FIABILITÉ** valide, accordé ou approuvé par la Direction de la sécurité de l'Agence Parcs Canada (DSAPC).

* Les biens de nature délicate peuvent inclure : L'argent comptant, les artefacts, les armes à feu, les explosifs, les clés, les véhicules, les sites et bâtiments historiques, l'équipement électronique, les réseaux informatiques, les installations et systèmes critiques, etc.

6.1.1.2 Le personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant ainsi que leurs sous-traitants **NE DOIVENT PAS** emporter d'information ou de biens appartenant à l'APC hors des sites de travail visés sans l'approbation d'un employé de l'APC et ils doivent s'assurer que les membres de leur personnel ont été informés de cette restriction et la respectent.

6.2. Entente sur les revendications territoriales globales

Le contrat est assujéti aux ententes sur les revendications territoriales globales suivantes :

- Entente sur la revendication territoriale globale des Dénés et Métis du Sahtu (1994)

6.3. Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'**annexe A**.

6.4. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatscanada.canada.ca/fr/notre-processus-d-achat/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-cond) (<https://achatscanada.canada.ca/fr/notre-processus-d-achat/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-cond>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.4.1. Conditions générales

2010B (2022-12-01), Conditions générales – services professionnels (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

Toutes les références au "ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux du Canada" doivent être supprimées et remplacées par "ministre de l'Environnement" aux fins de l'Agence Parcs Canada. Toutes les références au "ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux" doivent être supprimées et remplacées par "Agence Parcs Canada".

N° de l'invitation :
5P420-24-0018/A

N° de la modification :
00

Autorité contractante :
Daniel Nguyen

N° de référence du client :
s/o

Titre :
Services Archéologiques – Tulita, TNO

6.4.2. Conditions générales supplémentaires

6.4.2.1. Respect des mesures, des ordres permanents, des politiques et des règles sur place

L'entrepreneur doit se conformer et s'assurer que ses employés et ses sous-traitants se conforment à toutes les mesures de sécurité, ordres permanents, politiques et règles sur place qui sont en vigueur sur le lieu où le travail est effectué.

6.5. Durée du contrat

6.5.1. Période du contrat

La période du contrat est à partir de la date du contrat jusqu'au 31 mars 2025 inclusivement.

6.6. Responsables

6.6.1. Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Daniel Nguyen
Agent de marchés
Agence Parcs Canada
Service national de passation de marchés
Direction générale du dirigeant principal des finances
Calgary, AB

Téléphone : 403-836-2352
Télécopieur : 1-866-246-6893
Courriel : daniel.nguyen@pc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.6.2. Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est :

***** à fournir à l'attribution du contrat *****

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

N° de l'invitation :
5P420-24-0018/A

N° de la modification :
00

Autorité contractante :
Daniel Nguyen

N° de référence du client :
s/o

Titre :
Services Archéologiques – Tulita, TNO

6.6.3. Représentant de l'entrepreneur

**** À remplir par le soumissionnaire ****

Le représentant de l'entrepreneur pour le contrat est :

Nom du représentant :		
Titre du représentant :		
Nom légal du fournisseur / de l'entreprise :		
Nom d'exploitation du fournisseur / de l'entreprise (si différent de celui ci-dessus) :		
Adresse physique :		
Ville :	Province/Territoire :	Code postal :
Téléphone :	Télécopieur :	
Courriel :		
Numéro d'entreprise – approvisionnement (NEA) ou Numéro de taxe sur les produits et services (TPS) :		

6.7. Divulgateion proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

***** la clause A3025C du Guide des CCUA à insérer à l'attribution du contrat, s'il y a lieu *****

6.8. Paiement

6.8.1. Base de paiement - prix ferme

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé prix ferme précisé(s) dans l'**annexe B**, selon un montant total de \$ *****insérer le montant au moment de l'attribution du contrat*****. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.8.2. Paiements Progressifs

6.8.2.1. Le Canada effectuera les paiements progressifs conformément aux dispositions de paiement du contrat, à raison de une fois par mois au plus, pour les frais engagés dans l'exécution des travaux, jusqu'à concurrence du montant réclamé et approuvé par le Canada si :

- (a) une facture exacte et complète et tout autre document exigé par le contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation fournies dans le contrat;
- (b) le montant réclamé est conforme à la base de paiement.

N° de l'invitation :
5P420-24-0018/A

N° de la modification :
00

Autorité contractante :
Daniel Nguyen

N° de référence du client :
s/o

Titre :
Services Archéologiques – Tulita, TNO

6.8.2.2. Les paiements progressifs ne sont que des paiements provisoires. Le Canada peut procéder à une vérification gouvernementale et des vérifications provisoires du temps et des coûts et apporter lorsqu'il y a lieu des correctifs au contrat pendant l'exécution des travaux. Tout paiement en trop qui résulte du versement des paiements progressifs ou d'une autre cause doit être remboursé rapidement au Canada.

6.9. Instructions relatives à la facturation - demande de paiement progressif - documents à l'appui exigés

6.9.1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales.

Each claim must show:

(a) tout le pourcentage de travail complétés

6.9.2. Invoices must be distributed as follows:

(a) Les factures doivent être envoyées par voie électronique au chargé de projet à des fins d'attestation et de paiement.

6.9.3. The Contractor must not submit invoices until all work identified in the invoice is completed.

6.10. Attestations et renseignements supplémentaires

6.10.1. Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat, et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

6.11. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur ***** à insérer à l'attribution du contrat ***** et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.12. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- (a) Les articles de la convention;
- (b) Les conditions générales **2010B** (2022-12-01), Conditions générales – services professionnels (complexité moyenne);
- (c) Annexe A, Énoncé des travaux
- (d) Annexe B, Base de paiement;
- (e) Annexe C, Plan de participation Autochtones
- (f) Annexe D, Attestation et preuve de conformité aux exigences en matière de santé et sécurité au travail (SST);
- (g) La soumission de l'entrepreneur en date du ***** à insérer à l'attribution du contrat *****.

N° de l'invitation :
5P420-24-0018/A

N° de la modification :
00

Autorité contractante :
Daniel Nguyen

N° de référence du client :
s/o

Titre :
Services Archéologiques – Tulita, TNO

6.13. Clauses du Guide des CCUA

A1009C (2008-05-12), Accès aux lieux d'exécution des travaux

A9068C (2010-01-11), Règlements concernant les emplacements du gouvernement

B6802C (2007-11-30), Biens de l'État

B9028C (2007-05-25), Accès aux installations et à l'équipement

6.14. Exigences en matière d'assurance

Clause du *Guide des CCUA* **G1005C** (2016-01-28), Assurance - aucune exigence particulière.

6.15. Inspection et acceptation

Le chargé de projet sera le responsable des inspections. Tous les rapports, biens livrables, documents, biens et services fournis en vertu du contrat seront assujettis à l'inspection du responsable des inspections ou de son représentant. Si des rapports, documents, biens ou services ne sont pas conformes aux exigences de l'énoncé des travaux et ne sont pas satisfaisants selon le responsable des inspections, ce dernier aura le droit de les rejeter ou d'en demander la correction, aux frais de l'entrepreneur uniquement, avant de recommander le paiement.

N° de l'invitation :
5P420-24-0018/A

N° de la modification :
00

Autorité contractante :
Daniel Nguyen

N° de référence du client :
s/o

Titre :
Services Archéologiques – Tulita, TNO

ANNEXE A

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

L'énoncé des travaux est inclus dans une pièce jointe séparée (Annexe A - L'énoncé des travaux_24-0018.pdf).

N° de l'invitation :
5P420-24-0018/A

N° de la modification :
00

Autorité contractante :
Daniel Nguyen

N° de référence du client :
s/o

Titre :
Services Archéologiques – Tulita, TNO

ANNEXE B

BASE DE PAIEMENT

**** À remplir par le soumissionnaire ****

Exigences concernant la soumission financière

- (a) Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.
- (b) Le soumissionnaire doit fournir sa soumission financière conformément à la Base de paiement.
- (c) Tous les prix sont en dollars canadiens, destination FAB.
- (d) Les droits de douane sont compris et les taxes applicables sont en sus.

1. Prix ferme – Année du contrat : Date du contrat jusqu'au 31 mars 2024 inclusivement.

À condition de remplir toutes ses obligations au contrat, l'entrepreneur sera payé prix ferme en dollars canadiens pour tous les coûts, y compris, sans y être limité, tous les frais professionnels, techniques, administratifs, et les frais de déplacement nécessaires pour répondre aux exigences de l'*annexe A – Énoncé des travaux*, telles qu'elles sont énoncées.

Pour les articles 1.3 de l'Annexe B – **Base de paiement** doit être réclamée conformément aux conditions suivantes :

L'entrepreneur sera remboursé pour les frais autorisés de déplacement et de subsistance qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour les frais généraux ou le profit, conformément aux indemnités relatives aux repas et à l'utilisation d'un véhicule privé qui sont précisées aux appendices B, C et D de la [Directive sur les voyages du Conseil national mixte](#), et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés ». Le Canada ne versera à l'entrepreneur aucune indemnité de faux frais pour les voyages autorisés.

Tout déplacement doit être approuvé au préalable par le chargé de projet. Tous les paiements peuvent faire l'objet d'une vérification par le gouvernement.

No. de l'article	Description	Unité de mesure	Prix ferme
1.1	Pour les travaux de la section 7. Évaluation de l'impact archéologique telle que décrite à l'annexe A - Énoncé des travaux	Montant forfaitaire	\$
1.2	Pour l'achèvement de tous les livrables de la section 11 telles que décrites à l'annexe A - Énoncé des travaux	Montant forfaitaire	\$
1.3	Frais de déplacement estimatifs	Montant forfaitaire	\$
A	PRIX FERME TOTAL ESTIMÉ Somme de 1.1 + 1.2 + 1.3 (sans les taxes applicables)		\$

N° de l'invitation :
5P420-24-0018/A

N° de la modification :
00

Autorité contractante :
Daniel Nguyen

N° de référence du client :
s/o

Titre :
Services Archéologiques – Tulita, TNO

Remarques :

- (a) Les coûts non définis ne seront pas autorisés en vertu du contrat, sauf si des modifications sont apportées aux exigences associées à la réalisation des travaux et si une modification au contrat est approuvée par l'autorité contractante.
- (b) Les conditions de paiements supplémentaires ne s'appliqueront pas au présent contrat.
- (c) Les droits de douane sont compris et les taxes applicables sont en sus.

ANNEXE C

PLAN DES AVANTAGES POUR LES AUTOCHTONES

PARTIE A RAPPORT DES RÉALISATIONS DE L'ENTREPRENEUR ET ATTESTATION

1. Rapport mensuel du Plan de participation Autochtones

L'entrepreneur doit fournir un rapport mensuel détaillé énumérant les avantages réalisés à ce jour. Une copie de ce rapport doit être jointe à chaque facture qu'il présente. L'entrepreneur doit indiquer si des objectifs n'ont pas été respectés, préciser les raisons pour lesquelles ces objectifs n'ont pas été respectés, expliquer la manière dont il résoudra le problème et le calendrier connexe.

2. Rapport final du Plan de participation Autochtones

L'entrepreneur doit fournir un rapport détaillé sur les participation Autochtones qui ont été réalisés au cours du projet. Ce rapport doit être soumis au chargé de projet avant le paiement final.

(a) L'entrepreneur retenu doit remettre un résumé des activités entreprises pour respecter les garanties mentionnées dans la partie de sa soumission concernant le Plan de participation Autochtones (PPA). L'entrepreneur doit également fournir les renseignements à l'appui (soit les factures, les registres de travaux, les reçus de paie, etc.) avant d'obtenir le paiement final.

(b) Il doit par ailleurs indiquer si des objectifs n'ont pas été atteints *et* préciser pourquoi.

(c) L'information fournie peut faire l'objet d'une vérification.

(d) L'attestation relative à la PPA et les rapports sur les réalisations doivent être soumis avant le paiement final et doivent comporter des renseignements détaillés sur la façon dont les entrepreneurs ont respecté leur garantie à cet égard.

(e) Le défaut de se conformer à l'exigence relative à l'attestation et aux rapports peut entraîner l'imposition de la totalité de la pénalité indiquée à la Partie B.

PARTIE B CONDITIONS RÉGISSANT LE NON-RESPECT DU PLAN PARTICIPATION POUR LES AUTOCHTONES

1. Aux termes des dispositions du marché proposé, si l'entrepreneur respecte les garanties du PPA prévues et attestées dans sa soumission, il se verra verser le prix du marché convenu.
2. Si l'entrepreneur ne respecte pas sa garantie à l'égard du PPA, un montant allant jusqu'à la valeur évaluée de la garantie peut être déduit des dispositions de retenue ou de paiement final à titre de pénalité.
3. La pénalité sera déterminée en fonction de la différence entre la valeur estimée de la garantie et la valeur de la partie réalisée de la garantie.
4. Aux fins du calcul de la pénalité dans les situations où une garantie est un pourcentage de la valeur du marché, la « valeur du marché » correspond à la valeur définitive du marché, y compris toutes les modifications du montant du marché initialement attribué, à moins que ce soit exclu du calcul du PPA au moment de la modification ou au moment de la négociation de la modification.

N° de l'invitation :
5P420-24-0018/A

N° de la modification :
00

Autorité contractante :
Daniel Nguyen

N° de référence du client :
s/o

Titre :
Services Archéologiques – Tulita, TNO

5. Le gouvernement du Canada est autorisé en tout temps à retenir, recouvrer, déduire ou prélever de toute somme qu'il doit à l'entrepreneur la pénalité due et impayée aux termes de la présente disposition.
6. Rien dans la présente disposition ne doit être interprété comme limitant les droits et les recours dont le Canada peut par ailleurs se prévaloir aux termes du marché.
7. Le Canada se réserve le droit, à sa discrétion exclusive, de réduire ou d'annuler la retenue des sommes s'il est clairement démontré que des efforts importants ont été déployés pour respecter la garantie du PAA et que les exigences minimales n'ont pu être respectées en raison de circonstances indépendantes de la volonté de l'entrepreneur.

N° de l'invitation :
5P420-24-0018/A

N° de la modification :
00

Autorité contractante :
Daniel Nguyen

N° de référence du client :
s/o

Titre :
Services Archéologiques – Tulita, TNO

ANNEXE D

ATTESTATION ET PREUVE DE CONFORMITÉ AUX EXIGENCES EN MATIÈRE DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL (SST)

*** à compléter après l'attribution du contrat ***

Le formulaire suivant doit être rempli et signé avant le début des travaux sur les lieux gérés par Parcs Canada.

Les entrepreneurs devront remplir ce formulaire à la satisfaction de Parcs Canada pour avoir accès aux lieux de travail.

Parcs Canada considère que les textes législatifs fédéraux régissant la santé et la sécurité au travail lui imposent certaines responsabilités en tant que propriétaire de lieux de travail. Pour être en mesure d'assumer ces responsabilités, Parcs Canada met en œuvre un régime de sécurité à l'intention des entrepreneurs qui exécutent des travaux sur ses lieux de travail, afin qu'ils assument bien les rôles et les responsabilités qui leur incombent en vertu de la partie II du Code canadien du travail et du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail.

Autorité responsable/chef de projet de Parcs Canada	Adresse	Coordonnées
Gestionnaire de projet		
Entrepreneur principal		
Sous traitant(s) (ajouter des lignes au besoin)		

Lieu(x) des travaux

Description générale des travaux à exécuter

N° de l'invitation :
5P420-24-0018/A

N° de la modification :
00

Autorité contractante :
Daniel Nguyen

N° de référence du client :
s/o

Titre :
Services Archéologiques – Tulita, TNO

Répondre par « Oui » aux énoncés qui s'appliquent à la situation.

	Une réunion a été organisée pour discuter des risques et de l'accès au lieu de travail; tous les risques connus et prévisibles ont été signalés à l'entrepreneur et à ses sous-traitants.
	L'entrepreneur et ses sous-traitants respecteront tous les textes législatifs fédéraux et provinciaux/territoriaux, ainsi que les politiques et procédures de Parcs Canada qui s'appliquent à la santé et la sécurité au travail.
	L'entrepreneur et ses sous-traitants fourniront tout le matériel de sécurité ainsi que tous les équipements, dispositifs et vêtements de protection exigés.
	L'entrepreneur et ses sous-traitants verront à ce que leurs employés connaissent bien tout le matériel de sécurité ainsi que tous les équipements, dispositifs et vêtements de protection exigés, et qu'ils les utilisent en tout temps.
	L'entrepreneur et ses sous-traitants verront à ce que leurs activités ne mettent pas en danger la santé et la sécurité des employés de Parcs Canada.
	L'entrepreneur/le sous-traitant a inspecté le chantier et a effectué une évaluation des risques; il a mis en place un plan de santé et sécurité qu'il a porté à la connaissance de ses employés avant le début des travaux.
	Lorsque l'entrepreneur ou un sous-traitant entreposera, manipulera ou utilisera des substances dangereuses sur le lieu de travail, il placera des panneaux d'avertissement aux points d'accès afin d'avertir les personnes concernées de la présence de ces substances et de leur communiquer les précautions à prendre pour éviter ou limiter les risques de blessure ou d'accident mortel.
	L'entrepreneur et ses sous-traitants verront à ce que leurs employés connaissent toutes les procédures d'urgence en vigueur dans le lieu de travail.

Je soussigné, _____ (*entrepreneur*), atteste que j'ai lu, que je comprends et que moi-même, de même que mon entreprise, mes employés et tous mes sous-traitants, respecteront les exigences exposées dans le présent document et les conditions du contrat.

Nom : _____

Signature : _____

Date : _____

N° de l'invitation :
5P420-24-0018/A

N° de la modification :
00

Autorité contractante :
Daniel Nguyen

N° de référence du client :
s/o

Titre :
Services Archéologiques – Tulita, TNO

ANNEXE E DE LA PARTIE 4 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS

ÉVALUATION TECHNIQUE

Format de la soumission technique

La soumission technique doit traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points visés par les critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de simplement reprendre les énoncés contenus dans la demande de soumissions.

Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, **le Canada presse instamment les soumissionnaires de reprendre les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, en employant les mêmes rubriques.**

Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro du paragraphe et de la page où le sujet visé est déjà traité.

Le soumissionnaire devrait porter une attention particulière au libellé utilisé tout au long de la présente demande de propositions. En cas de non-respect de l'une des conditions aux présentes, la soumission pourrait être jugée non recevable.

Tout renseignement requis aux fins de l'évaluation doit être inclus directement dans la soumission technique du soumissionnaire. L'équipe technique ne peut prendre en compte des renseignements qui n'ont pas été fournis directement dans la soumission technique du soumissionnaire (p. ex. liens vers du contenu complémentaire sur le Web, vérifications de références, etc.).

Conditions de soumission

Le soumissionnaire doit présenter une (1) version électronique de sa soumission technique. Le format Adobe PDF est privilégié.

1. Critères techniques obligatoires

Les soumissions techniques seront évaluées en fonction des critères techniques obligatoires énoncés ci-dessous.

Pour être déclarée recevable, une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères techniques obligatoires.

Les soumissions déclarées non recevables parce qu'elles ne satisfont pas aux critères techniques obligatoires seront rejetées d'emblée.

N° d'article	Critères d'évaluation	Respectés ou non respectés		Remarques
		À remplir par l'équipe d'évaluation		
1.1	Le soumissionnaire doit démontrer qu'il possède de l'expérience en tant que personnel principal (chercheur principal) dans les régions des Prairies et du Nord du Canada dans les catégories d'expertise suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Autochtones<ul style="list-style-type: none">○ P. ex. pendant la période préeuropéenne	<input type="checkbox"/> Respectés	<input type="checkbox"/> Non respectés	

	<ul style="list-style-type: none"> • Période antérieure à 1850 <ul style="list-style-type: none"> ○ P. ex. commerce des fourrures et domaines domestique, militaire et industriel • Période postérieure à 1850 <ul style="list-style-type: none"> ○ P. ex. commerce des fourrures et domaines domestique, militaire et industriel 			
1.2	Le soumissionnaire doit fournir des renseignements qui permettront d'évaluer le personnel principal. Il doit fournir au moins un (1) chercheur principal aux fins de l'évaluation.	<input type="checkbox"/> Respectés	<input type="checkbox"/> Non respectés	
1.3	Le soumissionnaire doit démontrer que chaque chercheur principal proposé est titulaire d'un diplôme d'études supérieures (MA, MSc ou PhD) en archéologie ou en anthropologie avec une spécialisation en archéologie. Pour ce faire, le soumissionnaire doit fournir une copie du diplôme de chaque chercheur principal. Si le diplôme d'anthropologie n'indique pas de spécialisation en archéologie, le fournisseur doit fournir le titre et le résumé de la thèse du détenteur d'un diplôme en anthropologie afin de démontrer que ce dernier a effectué des études en archéologie.	<input type="checkbox"/> Respectés	<input type="checkbox"/> Non respectés	
1.4	Le soumissionnaire doit démontrer que chaque chercheur principal proposé possède au moins 52 semaines d'expérience dans l'exécution de tous les volets des travaux archéologiques de terrain, dont 26 semaines en tant que superviseur, au cours des 10 dernières années.	<input type="checkbox"/> Respectés	<input type="checkbox"/> Non respectés	

Les offres qui ne démontrent pas et ne répondent pas à tous les critères techniques obligatoires ne recevront aucune autre évaluation.

2. Critères techniques cotés

Les soumissions techniques seront évaluées en fonction des critères techniques cotés ci-dessous.

N° de l'invitation :
5P420-24-0018/A

N° de la modification :
00

Autorité contractante :
Daniel Nguyen

N° de référence du client :
s/o

Titre :
Services Archéologiques – Tulita, TNO

Pour être déclarée recevable, la soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et atteindre ou dépasser le nombre minimum de points pondérés requis pour les critères techniques cotés. Les soumissions n'atteignant pas le nombre minimum de points pondérés requis pour les critères techniques cotés seront rejetées.

Tous les critères techniques cotés seront évalués en fonction des 3. Critères d'évaluation génériques

- Chaque critère d'évaluation technique coté est associé à une pondération qui reflète son importance dans le cadre de la soumission.
- La mesure dans laquelle la proposition répond aux exigences liées à chaque critère sera évaluée, puis une note allant de 0 à 10 points lui sera attribuée.
- Les notes seront attribuées conformément aux critères d'évaluation génériques, « 0 » signifiant que la proposition ne répond pas du tout aux exigences et « 10 » signifiant que la proposition répond entièrement au critère.
- La note attribuée sur 10 points sera ensuite multipliée par le coefficient de pondération affecté au critère d'évaluation, afin de déterminer la valeur totale des points attribués.
- L'évaluation des soumissions techniques peut être effectuée par un individu ou par un comité d'évaluation. Si elle est réalisée par un comité d'évaluation, les membres du comité évalueront individuellement les soumissions techniques et attribueront une note à chaque critère selon les critères d'évaluation génériques. Par la suite, le comité d'évaluation s'entendra sur une note évaluée définitive pour chaque soumission technique.

N° d'article	Critères d'évaluation	Pondération	Points attribués <i>**À remplir par l'équipe d'évaluation**</i>
2.1	Expérience du fournisseur		
2.1.1	<p>Pour démontrer sa capacité à effectuer des recherches historiques dans des documents de première main provenant de musées, d'institutions et d'archives provinciales et/ou nationales aux fins de l'analyse et de l'interprétation de sites archéologiques, le soumissionnaire devrait fournir un extrait d'un rapport de projet (d'au plus trois pages). Le fournisseur devrait remettre au moins un (1) exemple de rapport de projet aux fins d'examen.</p> <p>Le ou les exemples doivent démontrer :</p> <ul style="list-style-type: none">• que l'auteur du rapport ont effectué des recherches historiques dans de multiples documents de première main provenant de musées, d'institutions et d'archives provinciales et/ou nationales, selon le cas;• qu'il a interprété et utilisé les renseignements provenant de sources de première main de façon logique et utile;• qu'il a réalisé une recherche approfondie et la synthèse de renseignements provenant de sources multiples.	5,0	/10 x 5,0 = /50

N° de l'invitation :
5P420-24-0018/A

N° de la modification :
00

Autorité contractante :
Daniel Nguyen

N° de référence du client :
s/o

Titre :
Services Archéologiques – Tulita, TNO

2.1.1 **À remplir par l'équipe d'évaluation**	Références :		
	Points forts :		
	Points faibles :		
2.1.2	<p>Le soumissionnaire devrait démontrer sa capacité à rédiger et à livrer des rapports d'études archéologiques axés sur l'évaluation et l'interprétation de ressources archéologiques, à établir des mesures d'atténuation et à fournir tous les livrables connexes.</p> <p>Le fournisseur devrait remettre un (1) exemple de rapport produit au cours des trois dernières années, aux fins d'examen.</p> <p>Le rapport doit démontrer :</p> <ul style="list-style-type: none"> • que des sites archéologiques et des zones de ressources archéologiques possibles ont été identifiés et évalués; • que des mesures d'atténuation appropriées ont été recommandées; • qu'une interprétation des ressources archéologiques a été fournie et étayée de manière adéquate par des données et des observations. • Le contenu du rapport doit montrer que des livrables clés ont été produits, notamment des inventaires d'artefacts, des photographies, des cartes créées à l'aide du Système d'information géographique, etc. • Le rapport doit être correctement structuré, bien présenté, facile à lire et informatif. 	5.0	<p>/10 x 5,0 = /50</p>
2.1.2 **À remplir par l'équipe d'évaluation**	Références :		
	Points forts :		
	Points faibles :		
	Points faibles :		
A	Critères de score total 2.1 **À remplir par l'équipe d'évaluation**		/100
Critères minimum de points requis 2.1			60

Les soumissions n'atteignant pas le minimum requis de 60 points pour l'ensemble des critères techniques notés seront rejetées.

3. Critères d'évaluation d'ordre général

Non conforme	Inadéquat	Faible	Adéquat	Entièrement satisfaisant	Excellent
0 point	2 points	4 points	6 points	8 points	10 points
N'a pas fourni de renseignements pouvant faire l'objet d'une évaluation.	N'a pas une compréhension complète ou presque complète des exigences	Connaît jusqu'à un certain point les exigences, mais ne comprend pas suffisamment certains aspects des exigences	Démontre une bonne compréhension des exigences	Démontre une très bonne compréhension des exigences	Démontre une excellente compréhension des exigences
	Les points faibles ne peuvent pas être corrigés	De façon générale, il est peu probable que les faiblesses puissent être corrigées.	Les faiblesses peuvent être corrigées.	Aucune faiblesse importante.	Aucune lacune apparente
	Le promoteur ne possède pas les qualifications et l'expérience.	Le promoteur manque de qualifications et d'expérience.	Le promoteur possède un niveau de qualifications et d'expérience acceptable.	Soumissionnaire qualifié et expérimenté	Le promoteur est hautement qualifié et expérimenté.
	Le promoteur est hautement qualifié et possède un niveau d'expérience supérieur	L'équipe ne compte pas tous les éléments ou l'expérience globale faible.	L'équipe compte presque tous les éléments et satisfera probablement aux exigences.	L'équipe compte tous les éléments – certains membres ont bien travaillé ensemble dans le passé.	L'équipe est solide – les membres ont travaillé efficacement ensemble à des projets similaires.
	Les projets antérieurs ne sont pas liés aux exigences du présent besoin.	Généralement, les projets antérieurs ne sont pas connexes aux exigences du présent besoin.	Exemples de projet généralement en lien avec cette exigence	Les projets cités en exemple sont directement liés aux exigences du présent projet.	Les responsables des projets cités en exemple sont directement liés aux exigences du présent projet.
	Extrêmement faible; ne pourra pas satisfaire aux exigences de rendement	Peu de capacité de satisfaire aux exigences de rendement	Capacité acceptable; devrait obtenir des résultats adéquats	Capacité satisfaisante; devrait obtenir de bons résultats	Capacité supérieure; devrait obtenir de très bons résultats

N° de l'invitation :
5P420-24-0018/A

N° de la modification :
00

Autorité contractante :
Daniel Nguyen

N° de référence du client :
s/o

Titre :
Services Archéologiques – Tulita, TNO

ANNEXE F DE LA PARTIE 5 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS

ÉVALUATION DU PLAN PARTICIPATION AUTOCHTONES

PARTIE A INFORMATION

1. Préambule

En raison de l'endroit où les travaux doivent être exécutés, ce projet est assujéti à l'Entente sur la revendication territoriale globale des Dénés et Métis du Sahtu.

L'entrepreneur doit fournir aux « membres » et aux « entreprises membres » de la « région visée par le marché » les avantages particuliers convenus en vertu de l'Entente.

Définitions

« **Région visée par le marché** » La région visée par le marché est définie par les groupes autochtones qui cogèrent la réserve de parc national Nááts'ihch'oh, en lien avec le plan des retombées et des avantages. Les groupes autochtones concernés sont les suivants.

- Tulita
 - Tulita Land & Financial Corporation
 - Bande des Dénés Tulita
 - Communauté métisse de Fort Norman
 - Conseil des ressources renouvelables de Tulita

- Norman Wells
 - Norman Wells Land Corporation
 - Conseil des ressources renouvelables de Norman Wells

La « région visée par le marché » correspond au district de Tulita.

Le « district de Tulita » comprend les communautés de Tulita et de Norman Wells, dans les Territoires du Nord-Ouest.

Un « membre » est un membre accepté de l'un des groupes de Premières Nations ou de Métis énumérés dans la définition de la région visée par le marché.

Une « entreprise membre » est une entreprise effectivement détenue à au moins 51 % par un ou plusieurs membres ou par l'un des groupes de Premières Nations ou de Métis énumérés dans la définition de la région visée par le contrat.

« Sous-traitants/fournisseurs membres » :

1. Entreprise individuelle, société à responsabilité limitée, coopérative ou organisme à but non lucratif dont les membres détiennent la majorité de la propriété et du contrôle (selon le pourcentage défini dans les obligations découlant de l'entente sur les revendications territoriales globales); ou coentreprise ou consortium dont une ou plusieurs entreprises membres telles que définies ci-dessus détiennent au moins 51 % de la propriété et du contrôle.

2. Le fournisseur doit disposer, dans la région visée par le marché, d'un bureau ou d'une installation où travaillent ses employés. Ou encore, le siège social du groupe membre qui détient la majorité des parts doit être situé dans la région visée par le marché.

2. Plan de Participation Autochtones

L'entrepreneur devrait soumettre un Plan de participation Autochtones à l'approbation du gouvernement du Canada avec son dossier d'appel d'offres, de la manière décrite dans les documents supplémentaires joints.

2.1 Exigences pour les soumissionnaires

Pour recevoir les points attribués à tout plan des avantages pour les Autochtones, la proposition du soumissionnaire doit comprendre une description claire du montant minimal des avantages pour les Autochtones garantis pendant la période de construction du projet et préciser comment le soumissionnaire répondra aux exigences contractuelles de ce marché afin d'inclure de la main-d'œuvre autochtone, la formation de celle-ci et la sous-traitance des entreprises autochtones dans la région visée par le marché.

Il faut donner suffisamment de détails dans le Plan des avantages pour les Autochtones pour permettre au gouvernement du Canada de déterminer la valeur et la qualité des avantages proposés pour les Autochtones ainsi que la probabilité pour le soumissionnaire d'atteindre chacun des objectifs qui y sont énoncés.

DOCUMENTS JUSTIFICATIFS

Formation

- Renseignements sur le type de formation offert et sur sa pertinence dans le cadre du contrat
- Description des compétences que la formation permettra d'améliorer
- Durée prévue de la formation
- Nombre de membres à former
- Type et niveau d'accréditation visé : certificat, diplôme, formation d'apprenti, titre, etc.
- Description de la « formation en cours d'emploi », en précisant la catégorie de travail et le nombre d'heures estimé
- Description des progrès prévus dans le cadre de la formation (p. ex. entre le niveau au début et à la fin de l'apprentissage)
- Tout autre renseignement sur l'acquisition de nouvelles capacités, s'il y a lieu

Main-d'œuvre

- Membres des groupes autochtones : postes précis et catégories de postes qui peuvent être ou seront occupés par des membres sur le site des travaux; pourcentage global de l'effectif, heures de travail et nombre total d'heures consacrées au projet
- Noms des personnes ou des entreprises contactées et nature de leurs activités
- Précisions sur le travail à effectuer dans le cadre de chaque poste que le soumissionnaire prévoit offrir à des membres
- Stratégies de recrutement de membres
- Stratégies visant à fidéliser les membres dans le cadre de projets pluriannuels ou à long terme
- Stratégies de planification de la relève
- Stratégies de gestion du personnel

Sous-traitance/fournisseurs

- Noms des personnes ou des entreprises contactées et nature de leurs activités
- Liste des entreprises membres retenues à titre de sous-traitants ou de fournisseurs
- Type de travail qui sera effectué par des entreprises membres
- Manière dont les entreprises membres seront gérées, depuis le développement de sources d'approvisionnement jusqu'à l'administration

N° de l'invitation :
5P420-24-0018/A

N° de la modification :
00

Autorité contractante :
Daniel Nguyen

N° de référence du client :
s/o

Titre :
Services Archéologiques – Tulita, TNO

Les liens Internet vers des sites Web ne seront pas examinés.

3. Exigences en matière de rapports

3.1 Présentation du Plan de participation Autochtones

Le Plan de participation Autochtones de l'entrepreneur devra comporter des renseignements détaillés sur les activités en matière de sous-traitance, de perfectionnement des compétences et d'emploi. Le plan devra par ailleurs décrire la manière dont sera exécutée chaque activité, ainsi que les objectifs et le calendrier proposés, les ressources requises, toute dépendance et les avantages (emploi, perfectionnement des compétences ou autres) qui seront offerts.

3.2 Rapport mensuel sur le Plan de participation Autochtones

L'entrepreneur doit fournir un rapport mensuel détaillé énumérant les avantages réalisés à ce jour. Une copie de ce rapport doit être jointe à chaque facture qu'il présente. L'entrepreneur doit indiquer si des objectifs n'ont pas été respectés, préciser les raisons pour lesquelles ces objectifs n'ont pas été respectés, expliquer la manière dont il résoudra le problème et le calendrier connexe.

3.3 Rapport final du Plan de participation Autochtones

L'entrepreneur doit fournir un rapport détaillé sur les participation Autochtones qui ont été réalisés au cours du projet. Ce rapport doit être soumis au chargé de projet avant le paiement final.

N° de l'invitation :
5P420-24-0018/A

N° de la modification :
00

Autorité contractante :
Daniel Nguyen

N° de référence du client :
s/o

Titre :
Services Archéologiques – Tulita, TNO

PARTIE B CRITÈRES D'ÉVALUATION

1. Évaluation du PAA

Un nombre d'au plus 100 points sera attribué pour l'inclusion d'un PAA. Cette note représente 15 % de la note globale de la soumission.

Pour qu'une offre reçoive un certain nombre de points attribuables aux garanties assurées compte tenu des critères du PAA, le soumissionnaire doit fournir dans son offre la preuve qu'il répond à l'objectif de chaque critère. Les soumissionnaires peuvent utiliser les tableaux de garantie ci-joints pour compléter la présentation de leur offre de PAA.

Comme preuve de leurs efforts et (ou) de leur garantie, les soumissionnaires doivent notamment inclure les noms des personnes ou entreprises contactées et la nature des activités au moment de la soumission. Les soumissionnaires doivent veiller à ce que la documentation qu'ils fournissent relativement au PAA soit suffisamment probante et claire pour permettre d'évaluer la conformité de leur offre en fonction des critères énoncés dans les présentes. Il incombe aux soumissionnaires de fournir suffisamment de renseignements dans leur soumission pour permettre au comité d'évaluation de faire son travail. Les soumissionnaires doivent inclure toute la documentation de référence dont il faut tenir compte. Seuls les documents déposés dans le cadre de la proposition seront considérés. Les liens Internet vers des sites Web ne seront pas examinés.

Les soumissionnaires seront tenus responsables quant aux garanties ou aux attestations figurant dans leur PAA, quels que soient les points obtenus dans le cadre de l'évaluation des critères de la demande de proposition concernant le PAA.

Le gouvernement du Canada se réserve le droit de vérifier toute information fournie dans le PAA et toute déclaration inexacte pourrait entraîner le rejet de l'offre.

2. Critères d'évaluation

CRITÈRES D'ÉVALUATION <i>Le gouvernement du Canada se réserve le droit de vérifier toute déclaration ou garantie.</i>	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS PONDÉRÉS
1. PLAN DES RESSOURCES HUMAINES : Les soumissionnaires seront évalués en fonction de leur garantie ferme d'embaucher des membres de la région visée par le marché pour l'exécution des travaux. Les pourcentages indiqués ci-dessous concernent précisément les heures de travail sur place indépendamment du fait qu'il s'agit d'employés de l'entrepreneur principal ou d'employés d'un sous-traitant. Les soumissionnaires ne doivent pas inclure les heures travaillées par un sous-traitant appartenant aux autochtones dans la section du plan des ressources humaines. Les soumissionnaires recevront des points pour cela dans la section 2) Plan d'activité des autochtones. Les renseignements requis pour cette catégorie comprennent le poste, les heures de travail sur place, et le taux salarial approximatif pour calculer une valeur résultante relative au recours à des employés autochtones. Indiquer le nom de la personne si possible.	40 Points

N° de l'invitation :
5P420-24-0018/A

N° de la modification :
00

Autorité contractante :
Daniel Nguyen

N° de référence du client :
s/o

Titre :
Services Archéologiques – Tulita, TNO

Les heures déclarées pendant les activités contractuelles pour l'emploi autochtone seront vérifiées pour l'individu autochtone vivant dans la zone du contrat. Une preuve de résidence peut être demandée (permis de conduire, carte de santé territoriale).

Les points relatifs au plan des ressources humaines seront fondés sur la valeur, et chaque offre admissible sera comparée au prorata à celle du soumissionnaire ayant obtenu le plus de points pour ledit plan.

	Soumissionnaire 1	Soumissionnaire 2	Soumissionnaire 3
Poste accordé à un Autochtone n° 1 - Valeur (\$) = heures x taux	\$1500	\$1000	\$1500
Poste accordé à un Autochtone n° 2 - Valeur (\$) = heures x taux	\$2500	\$2000	\$500
Valeur totale garantie de la main-d'œuvre autochtones	\$4000	\$3000	\$2000
Calcul des points	$\$4000/\$4000 \% = 100 \%$ du total des points disponibles	$\$3000 /\$4000 = 75 \%$ du total des points disponibles	$\$2000/\$4000 = 50 \%$ du total des points disponibles

Si un seul soumissionnaire s'engage en matière d'emplois garantis pour des membres, des points lui seront attribués, à la discrétion du Canada, en fonction de l'avantage socioéconomique évalué pour la région visée par le marché.

2. PLAN D'AFFAIRES POUR LES AUTOCHTONES :

Les soumissionnaires seront évalués sur la garantie qu'ils proposeront relativement à l'utilisation des services, du matériel et de l'équipement fournis par les collectivités des membres locales définies dans la région visée par le marché.

Si l'entrepreneur principal est une entreprise d'une Première Nation, tous les frais de fournisseur et de sous-traitance sont considérés comme des frais de sous-traitance/fournisseur autochtone.

Les points attribués doivent être étayés par une liste de sous-traitants ou de fournisseurs déterminés qui peuvent être ou seront utilisés par l'entrepreneur et qui seront confirmés au cours des activités sur la base des documents justificatifs fournis par l'entrepreneur. Les renseignements exigés pour cette catégorie comprennent le nom commercial du sous-traitant/fournisseur, la portée du contrat de sous-traitance ou de fourniture et la valeur approximative des travaux.

La vérification du statut d'entreprise Autochtone sera effectuée à l'aide d'une ou des ressources suivantes :

- Répertoire des entreprises autochtones de Services aux Autochtones Canada (SAC) : <https://www.sac-isc.gc.ca/REA-IBD/fra/recomposer>
- Conformément à l'article 9.35.60, Liste ou répertoire d'entreprises, du Guide des approvisionnements
- une liste fournie par les Premières nations locales, le cas échéant.

**30
points**

N° de l'invitation :
5P420-24-0018/A

N° de la modification :
00

Autorité contractante :
Daniel Nguyen

N° de référence du client :
s/o

Titre :
Services Archéologiques – Tulita, TNO

Chaque soumission recevable sera comparée au prorata à celle du Soumissionnaire proposant le pourcentage garanti de Sous-traitants/Fournisseurs Autochtones le plus élevé. La proposition du Soumissionnaire s'engageant à offrir le pourcentage le plus élevé obtiendra la totalité des points.

	Soumissionnaire 1	Soumissionnaire 2	Soumissionnaire 3
Contrat proposé avec un entrepreneur autochtone no 1 - Valeur (\$) = valeur du contrat (\$)	2 000 \$	1 000 \$	1 500 \$
Contrat proposé avec un entrepreneur autochtone no 2 - Valeur (\$) = valeur du contrat (\$)	3 000 \$	2 000 \$	500 \$
Valeur totale garantie pour les entrepreneurs autochtones (\$)	5 000 \$	3 000 \$	2 000 \$
Calcul des points	5 000 \$ / 5 000 \$ = 100 % du total des points possibles	3 000 \$ / 5 000 \$ = 60 % du total des points possibles	2 000 \$ / 5 000 \$ = 40 % du total des points possibles

Si un seul soumissionnaire s'engage en matière d'emplois garantis des membres, des points lui seront attribués, à la discrétion du Canada, en fonction de l'avantage socioéconomique évalué pour la région visée par le marché.

3. PLAN DE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES (FORMATION)

Les soumissionnaires seront évalués en fonction de la garantie de leur entreprise à fournir aux membres de peuples autochtones des cours de formation reconnus à l'aide d'un processus de certification mené par une tierce partie.

Les renseignements exigés pour cette catégorie comprennent une liste montrant le nom du cours, de l'établissement qui le donne, la certification qui sera obtenue, le coût du cours et le nombre de personnes qui y assisteront. Toute la formation autochtone garantie sera évaluée en valeur monétaire (\$).

La fonction « formation » est considérée comme offerte lorsque les bénéficiaires sont inscrits et acquièrent des compétences professionnelles certifiées. Cela est effectué en général au moyen d'un processus de certification mené par une tierce partie indépendante.

Les heures de formation que le soumissionnaire s'engage à offrir devraient être appuyées par une liste indiquant la formation précise qui sera donnée, l'utilité de la formation, le nombre d'heures de formation proposées, et la certification qui en résultera.

Pour que les heures de formation en santé et sécurité soient considérées comme offertes, elles doivent être soumises à un processus de certification mené par une tierce partie.

Les points relatifs au plan de développement des compétences seront fondés sur la valeur, et chaque offre admissible sera comparée au prorata à celle du soumissionnaire ayant obtenu le plus de points pour ledit plan.

**30
Points**

N° de l'invitation :
5P420-24-0018/A

N° de la modification :
00

Autorité contractante :
Daniel Nguyen

N° de référence du client :
s/o

Titre :
Services Archéologiques – Tulita, TNO

	Soumissionnaire 1	Soumissionnaire 2	Soumissionnaire 3
Formation proposée pour la personne autochtone no 1 - Valeur (\$) = valeur de la formation	1500 \$	1 000 \$	1 500 \$
Formation proposée pour la personne autochtone no 2 - Valeur (\$) = valeur de la formation	2500 \$	2 000 \$	500 \$
Valeur totale garantie pour les entrepreneurs autochtones (\$)	4 000 \$	3 000 \$	2 000 \$
Calcul des points	\$4000 /\$4000 = 100 % du total des points disponibles	\$3000 /\$4000 = 75 % du total des points disponibles	\$2000 /\$4000 = 50 % du total des points disponibles
<i>Si un seul soumissionnaire s'engage à l'égard de la prestation de programmes de formation en cours d'emploi et d'apprentissage pour les Autochtones, des points lui seront attribués, à la discrétion du Canada, en fonction de l'avantage socioéconomique évalué pour la région visée par le marché.</i>			
NOMBRE MAXIMAL DE POINTS PONDÉRÉS			100 Points

3. Garantie et attestation du soumissionnaire

1. L'information fournie peut faire l'objet d'une vérification.
2. Aux fins du suivi, les collectivités peuvent recevoir des copies du plan de participation des Autochtones de l'entrepreneur et recevoir périodiquement les résultats de la surveillance du rendement.
3. Les soumissionnaires seront tenus responsables quant aux garanties ou aux attestations figurant dans leur PPA, quels que soient les points obtenus dans le cadre de l'évaluation des critères de l'appel d'offres concernant le PPA.
4. En présentant une offre, le soumissionnaire atteste que sa garantie du PPA relative aux contrats qu'il a jointe à son offre est exacte et complète. Le soumissionnaire reconnaît et confirme que les engagements ou les garanties indiqués dans son offre pour le présent marché constituent des engagements en vertu du présent marché.

4. Garantie et attestation du soumissionnaire

Les tableaux de soumission du PPA doivent inclure les tableaux fournis dans chacune des sections des critères de soumission du PPA ci-dessous. Toute ventilation ou tableau fourni par le soumissionnaire doit fournir les informations nécessaires demandées. Pour les quatre (4) tableaux ci-dessous, le PPA devrait inclure un élément écrit qui décrira l'intention et l'approche du soumissionnaire qui présentera des informations qui ne seraient pas apparentes autrement dans le tableau.

N° de l'invitation :
5P420-24-0018/A

N° de la modification :
00

Autorité contractante :
Daniel Nguyen

N° de référence du client :
s/o

Titre :
Services Archéologiques – Tulita, TNO

Si plusieurs pages sont nécessaires, les soumissionnaires doivent réutiliser le tableau.

Les tableaux suivants (ou l'équivalent avec les informations requises) doivent être inclus dans la soumission du PPA des soumissionnaires. L'entrepreneur doit inclure toutes les informations disponibles au moment de l'appel d'offres. Cependant, il est reconnu que certains détails peuvent ne pas être disponibles à une date ultérieure.

N° de l'invitation :
5P420-24-0018/A

N° de la modification :
00

Autorité contractante :
Daniel Nguyen

N° de référence du client :
s/o

Titre :
Services Archéologiques – Tulita, TNO

Tableau 1 - Plan Des Ressources Humaines

#	Nom de L'individu (Si disponible)	Nom de groupe de Premières Nations ou de Métis	Poste Titre	Nbre d'heures (A)	Taux salarial approx. (\$) (B)	Valuer (\$) (C) (A x B = C)	Pondéré valeur (y compris les multiplicateurs) (\$) (E) (C x D = E)
1						\$	\$
2						\$	\$
3						\$	\$
4						\$	\$
5						\$	\$
6						\$	\$
7						\$	\$
8						\$	\$
9						\$	\$
Valeur totale de Plan Des Ressources Humaines							\$

N° de l'invitation :
5P420-24-0018/A

N° de la modification :
00

Autorité contractante :
Daniel Nguyen

N° de référence du client :
s/o

Titre :
Services Archéologiques – Tulita, TNO

2. Plan d'activités des Autochtones

#	Nom commercial du sous-traitant/fournisseur	Nom de groupe de Premières Nations ou de Métis	Portée du contrat de sous-traitance ou de fourniture	Valuer (\$)
1				\$
2				\$
3				\$
4				\$
5				\$
6				\$
7				\$
8				\$
9				\$
10				\$
Valeur totale pour les sous-traitants/fournisseurs des Autochtones				\$

N° de l'invitation :
5P420-24-0018/A

N° de la modification :
00

Autorité contractante :
Daniel Nguyen

N° de référence du client :
s/o

Titre :
Services Archéologiques – Tulita, TNO

3. Plan de développement des compétences

#	Nom de L'individu (Si disponible)	Nom de groupe de Premières Nations ou de Métis	Nom de l'établissement	Certification à obtenir	Valuer (\$)
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
Valeur totale de la formation des Autochtones					\$

N° de l'invitation :
5P420-24-0018/A

N° de la modification :
00

Autorité contractante :
Daniel Nguyen

N° de référence du client :
s/o

Titre :
Services Archéologiques – Tulita, TNO

ANNEXE G DE LA PARTIE 5 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS

FORMULAIRE – LISTE DE NOMS POUR LA VÉRIFICATION DE L'INTÉGRITÉ

**** à remplir par le soumissionnaire ****

Le soumissionnaire, quel que soit son statut en vertu de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#), doit fournir les renseignements demandés dans le *Formulaire pour la liste des noms aux fins de vérification de l'intégrité* dans une pièce jointe séparée (Formulaire de vérification de l'intégrité.pdf) avant l'attribution du contrat.

N° de l'invitation :
5P420-24-0018/A

N° de la modification :
00

Autorité contractante :
Daniel Nguyen

N° de référence du client :
s/o

Titre :
Services Archéologiques – Tulita, TNO

ANNEXE H DE LA PARTIE 5 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS

ANCIEN FONCTIONNAIRE

**** à remplir par le soumissionnaire ****

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- (a) un individu;
- (b) un individu qui s'est incorporé;
- (c) une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- (d) une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension?	Oui () Non ()
--	-----------------

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

N° de l'invitation :
5P420-24-0018/A

N° de la modification :
00

Autorité contractante :
Daniel Nguyen

N° de référence du client :
s/o

Titre :
Services Archéologiques – Tulita, TNO

- (a) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- (b) la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant ces renseignements, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension, figure dans les rapports de divulgation proactive, sur les sites Web des ministères, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2019-01](#) et aux [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?	Oui (<input type="checkbox"/>) Non (<input type="checkbox"/>)
---	---

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- (a) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- (b) les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- (c) la date de la cessation d'emploi;
- (d) le montant du paiement forfaitaire;
- (e) le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- (f) la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- (g) nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.